

CGT FINANCES PUBLIQUES de la GIRONDE Cité administrative 1^o étage, Tour A (porte 10) Boîte 85
33090 Bordeaux cedex
Tél :05 56 24 81 52 – cgt.drfp33@dgifp.finances.gouv.fr

ÉDITO

Pas frappé.e.s d'apathie!



Ce 14 juin, l'intersyndicale constituée des 9 organisations de retraités appelait à manifester contre la CSG, le blocage des pensions et les projets en cours.

Déjà très mobilisé.e.s lors des précédentes manifestations, ils et elles étaient encore là pour se faire entendre d'un gouvernement qui compte sur leur apathie pour continuer son œuvre de déconstruction au profit des nantis (les vrais!)

Les «valeurs» affichées par nos gouvernants qui prétendent «libérer» l'initiative personnelle en cassant toutes les garanties collectives sont à l'opposé des nôtres qui se fondent sur la solidarité, le développement social par l'amélioration de la formation, des conditions de travail, de la protection sociale par exemple.

Un de ces retraités nous a dit récemment: «Ils veulent faire croire que chacun peut s'en sortir individuellement. Or un acquis personnel est aléatoire car tu es seul.e à le défendre. Les acquis collectifs sont, historiquement, ceux qui durent, à condition de les défendre, collectivement.»

Alors, oui, nous y étions le 28 septembre dernier et le 15 mars. Nous y étions le 14 juin, et si besoin est, nous y serons demain.



L'ÉCHO DES ACTIFS JUIN 2018

Actions Fonction Publique: on sent que la coupe déborde

Le 22 mars 7 syndicats de la Fonction Publique (CFTC CGC CGT FAFP FO FSU Solidaires), appelaient au niveau national, à l'action, à la grève et aux manifestations.

Au centre de cette journée : les missions publiques, l'emploi et le pouvoir d'achat.

À un moment où à la DGFIP l'heure est aux suppressions d'emplois et aux fermetures/transferts de structures et services cet appel a eu un écho très particulier.

En Gironde un rassemblement s'est tenu le matin devant la Cité administrative, avec distribution de tracts aux usagers. Ce rassemblement a ensuite rejoint le point de départ de la manifestation place de la République.

Les taux de grévistes ont été très importants et en Gironde exceptionnels avec 47,69% d'agents DGFIP en grève.

Le 22 mai, les agent.e.s de la Fonction publique, se sont une nouvelle fois largement mobilisé.e.s.

Des centaines de milliers de manifestant.e.s se sont retrouvés dans plus de 130 cortèges et rassemblements sur l'ensemble du territoire, et des taux de grévistes équivalents au 22 mars confirment incontestablement que, majoritairement, les agents sont en faveur d'une politique en rupture avec celle menée actuellement.

C'était la troisième mobilisation importante ces derniers mois. Elle réunissait pour la seconde fois l'intégralité des organisations syndicales représentatives.

Projecteur sur Blaye



L'Union Locale CGT de la Haute Gironde était mobilisée le mercredi 23 mai 2018 devant le SIP/SIE (1) de Blaye afin de dénoncer les fermetures et restructurations dont ils feront l'objet à compter du 1er janvier 2019.

Les personnels du SIP/SIE (1) ainsi que de la Trésorerie de Blaye se sont fortement mobilisés et ce, bien avant l'ouverture du SIP/SIE (1) à 8h45. Renforcé.es par des camarades territoriaux et des camarades retraité.es ils ont obtenus en une matinée plus de 140 signatures à la pétition contre ces fermetures et restructurations. Trouvant des usagers plus concerné.es que jamais et très en colère contre les Directions et technocrates qui ferment les services publics à tour de bras au profit des groupes privés.

La presse était également au rendez-vous!

Les actions continueront sur la Haute Gironde pour dire **OUI à un service public de qualité et de proximité** et non à ces fermetures intempestives ...

(1) Service des Impôts des Particuliers / Service des Impôts des Entreprises

CONSULTATION SUR LA RÉFORME DES RETRAITES

Un effet de communication gouvernementale au service de la régression sociale

Si certains se gargarisent de la consultation lancée par le gouvernement aujourd'hui sur la réforme des retraites, celle-ci est bien un semblant de démocratie.

Pas d'illusion, les problématiques et les questions posées sont orientées et les réponses attendues téléphonées. Orientations, bien évidemment dans le sens de ce dont rêvent le gouvernement et le patronat : casser notre système des retraites par répartition et solidaire, poursuivre la baisse des pensions encore plus rapidement que celle déjà programmée par les gouvernements précédents, remettre en cause les régimes spéciaux conquis sociaux arrachés par de hautes luttes.

Le gouvernement prépare ses mauvais coups avec des techniques qui ressemblent de près à celles des DRH dans les entreprises – avis fausement pris, mise en place de groupes de travail pré verrouillés, etc. – pour déboucher sur des mesures de régression sociale que le gouvernement n'assume pas et tout en se cachant derrière des « ce n'est pas de nous... c'est la consultation. »

À l'instar de cette consultation qui se voudrait « moderne », ce que propose le gouvernement pour les retraites c'est l'individualisation, le chacun pour soi, etc., bref, un retour en arrière de plusieurs décennies ! Cette question mérite, au contraire, un vrai débat public et contradictoire. La vraie modernité, la démocratie, c'est ça.

La CGT fait des propositions et construit le rapport de force à tous les niveaux pour défendre notre système de retraites fondé sur la répartition et la solidarité, avec des pensions égales au minimum au Smic, un taux de remplacement de 75% par rapport au salaire de référence, un départ dès 60 ans et anticipé pour ceux qui ont subi la pénibilité au travail (1 trimestre de moins par année d'exposition).

Ces propositions de progrès peuvent parfaitement être financées en mettant fin aux exonérations et aux évasions fiscales, en taxant les dividendes et en augmentant les cotisations des grosses entreprises du CAC 40 qui ne cessent de servir leur actionnaires sans contrepartie à ceux qui créent les richesses.

Montreuil, le 31 mai 2018

AGENDA

► le **12 septembre à 14h00** à la Cité prochaine réunion de la commission retraite: (RV 12h15 dans le hall du restaurant administratif pour ceux qui souhaitent déjeuner ensemble).

► le **2 octobre 2018** AG des retraités